

info du jour

Les hôpitaux, eldorado inexploité pour la carte achat



vendredi, 09 mars 2012 06:44



Alors que les hôpitaux achètent énormément de fournitures de manière récurrente, ils sont une poignée à utiliser la carte d'achat. Bien décidés à sensibiliser les établissements de santé, l'APECA et la DGFIP organisent le 12 mars une conférence sur le sujet, au cours de laquelle sera présentée une enquête sur l'optimisation du processus achats dans le secteur.

Acteurs majeurs de la commande publique, les hôpitaux français pèsent 9 milliards d'euros de dépenses récurrentes, concentrées dans six segments : les produits pharmaceutiques (4 milliards), le matériel médical (2,9 milliards), l'alimentation (750 millions), les fournitures hôtelières (324 millions), les fournitures administratives (139 millions) et les produits d'entretien (138 millions). Bref, du grain à moudre pour la carte d'achat, censée représenter la solution idéale pour fluidifier les commandes régulières. Cependant, et c'est un petit paradoxe, les établissements de santé ne représentent que 8% des 226 programmes de carte d'achat recensés en 2010. Comment expliquer ce décalage ? Cyril Poignard, le monsieur carte d'achat de la direction générale des finances publiques (DGFIP), insiste sur la carence de communication en direction du public hospitalier, que la conférence du 12 mars, qui se tiendra à la Bourse de commerce de Paris, veut corriger. « Les priorités étaient ailleurs, à la massification, à la mutualisation, aux groupements de commande, estime, pour sa part, Christian Rouvière, directeur des marchés publics chez Rexel, fournisseur de matériel électrique, mais désormais le temps de l'optimisation des processus est venu. » Constat est confirmé par l'enquête qualitative menée conjointement par l'Association des professionnels européens de la carte d'achat (APECA) et la DGFIP et à laquelle une cinquantaine d'établissements ont accepté de répondre : 97% d'entre eux ont travaillé ou travaillent sur l'amélioration et la massification des achats.

### Simplifier le circuit des commandes

L'investigation semble démontrer que la carte d'achat a de sérieuses chances de se développer. D'abord en raison des flux transactionnels. Le panel des hôpitaux questionnés passe en moyenne 16 500 commandes par an, par fax, courrier ou internet. Ensuite en raison de l'adéquation entre la technique et les principaux objectifs de rationalisation poursuivis par les CH. Pour au moins deux d'entre eux - simplification des commandes et gestion de la trésorerie - la carte est perçue comme un moyen « approprié » d'atteindre le but recherché, pour 88% de l'échantillon dans le premier cas et 44% dans le second. A un degré moindre, la formule a l'image d'un outil capable d'améliorer la relation avec les fournisseurs (38%). L'enquête met aussi en exergue un intérêt croissant pour la démarche. 52% des hôpitaux qui ont répondu au questionnaire assurent qu'un projet carte d'achat est à l'étude. Un « frémissement » notable, mais encore bien léger quand on le compare à d'autres solutions informatiques. Ainsi la quasi-totalité des établissements interrogés répond posséder ou être en passe d'acquérir un progiciel gestionnaire de la comptabilité (97%), des approvisionnements (90%) ou de la pharmacie (83%). Le chemin est encore long, mais le « remue-méninge » prôné par Phare, programme du ministère de la Santé lancé en octobre dernier pour mieux gérer les achats (1), sera peut-être l'occasion pour la carte de convertir de nouveaux fans et de suivre l'exemple du pionnier, en l'occurrence l'hôpital Sainte-Anne, qui faisait partie des premiers pilotes en 2002. Dix ans après, la structure compte 73 porteurs de carte. Le périmètre n'a pas beaucoup évolué, surtout des fournitures de bureau, et le volume financier reste modeste avec 140 000 euros. Mais l'hôpital ne reviendra pas en arrière.

### Objectif 5 millions à Mantes-la-Jolie

D'autres ont franchi le Rubicon, et pas forcément de mastodontes, à l'image du l'hôpital des collines vendéennes (300 lits) ou du centre hospitalier spécialisé de Lorquin (Moselle), lequel règle, depuis déjà deux ans, ses achats de proximité pour la foulitude de besoins liés aux activités thérapeutiques avec une carte de niveau 1 (2). Le CHS a d'abord voulu simplifier la vie de ses agents répartis sur plusieurs endroits - 24 des 32 porteurs de carte ne travaillent pas sur le site central - , leur faire

gagner du temps et leur éviter des allers-retours pour aller chercher de petites sommes à la régie d'avances, par exemple afin de régler les frais lors d'une sortie d'un groupe de patients, d'acquérir en ligne des ouvrages spécialisés ou de pouvoir acheter dans les pays frontaliers (Luxembourg, Allemagne). Autre exemple, autre ambition, celui de Mantes-la-Jolie, dont le programme a démarré en décembre dernier, après un an de préparation. Après avoir tâté du niveau 1, l'hôpital francilien a bien l'intention d'utiliser l'outil (en niveau 3) pour près de cinq millions d'euros, notamment les prestations de nettoyage. Si Mantes a attaqué par du classique, avec les fournitures de bureau et un prestataire, Office Dépôt, déjà rôdé au système et au catalogue en ligne, le CH a déjà prévu d'étendre l'usage à la radiologie d'ici avril, puis aux réactifs de laboratoire et au petit matériel médical d'ici la fin de l'année. Le but est clair : l'établissement souhaite délester ses acheteurs des tâches de gestion chronophages, comme la passation des commandes ou la vérification des factures. « On veut rogner sur ce temps passé pour leur permettre de monter en compétence », résume Jean-Pierre Girault, responsable des achats, qui espère aussi réduire les emplacements de stockage : « l'espace est rare à l'hôpital ».

(1) [Modernisation des achats : les hôpitaux roulent plein phare](#)

(2) [L'hôpital de Lorquin adopte la carte d'achats](#)

Jean-Marc Binot © achatpublic.info